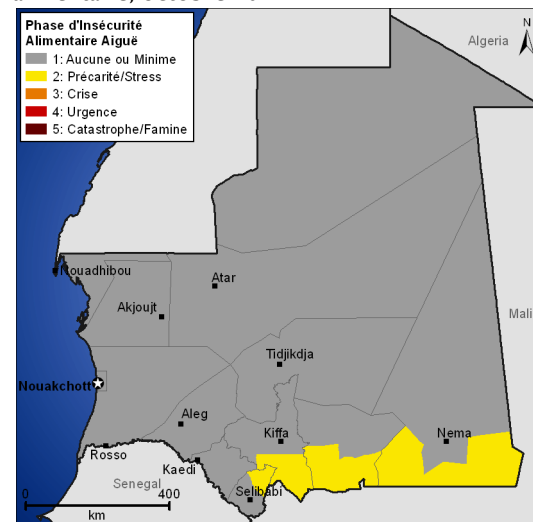


MAURITANIE Perspective de la sécurité alimentaire Octobre 2011 à Mars 2012

- Dans la plupart des zones rurales, la période de soudure qui aurait dû s'achever en septembre, s'est prolongée jusqu'en octobre.
- On s'attend, dans la zone agropastorale et dans celle des cultures pluviales à une production céréalière pluviale de 50 pour cent inférieure à celle d'une année moyenne.
- En raison du développement hétérogène des pâturages, la transhumance pastorale a déjà commencé pour les éleveurs semi-sédentaires. En année normale elle ne débute qu'en mars.
- Le nombre des personnes en insécurité alimentaire en janvier 2012 sera vraisemblablement le triple de celui l'année passée, où il était environ de 250,000 personnes (janvier 2011). Il est également supérieur à la moyenne quinquennale (586,000 personnes), et probablement plus proche des niveaux de 2005/06, 2006/07 et de la moyenne de 2005/06-2009/10 (environ 700,000). Le pic des besoins d'assistance d'urgence se situera, en 2012, entre avril et août. L'analyse actuelle ne prévoit pas un niveau d'insécurité alimentaire aiguë supérieure à la Phase 3 (Crise) sur l'année de consommation 2011/12.

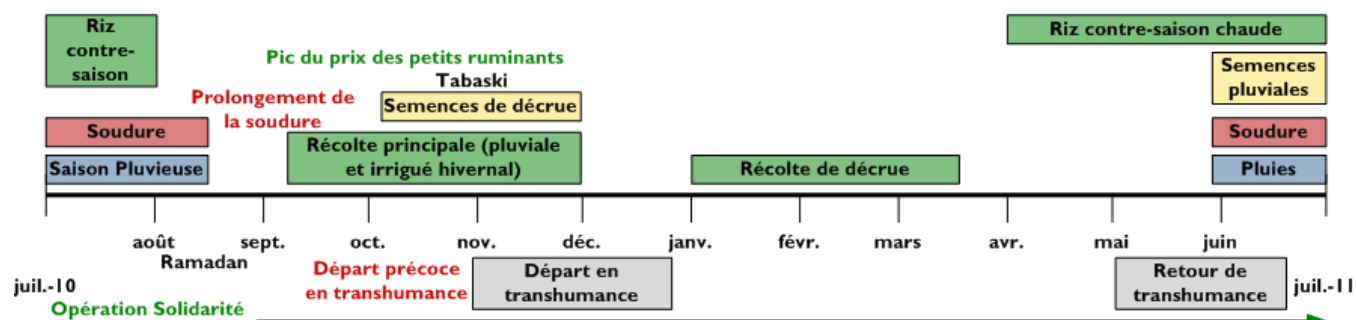
Figure 1. Résultats actuels de sécurité alimentaire, octobre 2011



Pour davantage d'informations sur l'échelle de l'insécurité alimentaire du FEWS NET, prière consulter : www.fews.net/FoodInsecurityScale

Source : FEWS NET

Calendrier de la campagne et des événements cruciaux



Source: FEWS NET

Scénario le plus probable de la sécurité alimentaire d'octobre 2011 à mars 2012

L'installation des pluies utiles et la généralisation des semis ont été significativement tardifs en 2011. De ce fait, la période de soudure, habituellement interrompue par les récoltes de septembre, s'est prolongée jusqu'à octobre. De plus, la mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies, particulièrement en septembre, a si fortement affecté le développement des cultures qu'on s'attend à une production pluviale significativement inférieure à la moyenne. La régénération des

pâturages ayant été limitée pour la même raison, la transhumance qui ne commençait, en année normale, qu'en novembre/décembre pour les nomades et en mars pour les éleveurs semi-sédentaires, a déjà débuté dans le sud et l'est du pays. Le niveau du fleuve Sénégal est resté relativement bas (trois mètres en dessous de la norme saisonnière). La courte durée d'immersion des terres va se traduire par une importante baisse de la productivité des cultures de *walo* (décru). La situation acridienne est calme et aucune épizootie d'envergure anormale n'a été constatée depuis juillet. Les ménages pauvres des zones qui représentent environ 60 pour cent de la population zones de cultures pluviales et agropastorales sont les plus affectées par cette situation.

Les conditions d'exploitation des principales activités étant défavorables, dans les zones de pastoralisme transhumant (mauvais pâturages) et dans la vallée du fleuve (court temps d'immersion des terres et faible niveau du fleuve) les niveaux de la sécurité alimentaire pourraient aussi s'y dégrader dans les prochains mois. Dans les zones désertiques, le long du littoral et dans les villes, au moins, 80 pour cent de la population est sans insécurité alimentaire, conformément à la tendance saisonnière d'une année moyenne.

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire, dans le pays, d'octobre 2011 à mars 2012, se fonde sur les hypothèses générales suivantes :

- Une production agricole pluviale, inférieure de 40 à 60 pour cent à celle d'une année moyenne, tant dans la zone de cultures pluviales que dans la zone agropastorale.
- Des conditions pastorales mauvaises et une transhumance des éleveurs semi-sédentaires des zones de pastoralisme transhumant et agropastorale, dès octobre, au lieu de mars en année normale.
- Une demande de la main d'œuvre du secteur de la pêche moyenne et suffisante pour l'offre. On ne s'attend pas à une insécurité alimentaire aiguë chez au moins 80 pour cent de la population dans le littoral et à Nouadhibou, où les pauvres sont dépendants de ce secteur.
- Une demande de la main d'œuvre moyenne dans les grandes villes intérieures et à Nouakchott. La présence d'une main d'œuvre étrangère (sénégalaise, malienne, guinéennes, maghrébine etc.) mieux qualifiée et recrutée à moindre coût est constatée qui devrait limiter l'accès des nationaux au travail urbain.
- La hausse progressive du prix du riz importé, depuis juillet, se poursuivra jusqu'à décembre/janvier environ et se stabilisera à un niveau approximatif de 20 pour cent au dessus de celui de l'année passée. La hausse du prix du riz sur les marchés internationaux, au marché de Nouakchott, s'est traduite par une augmentation d'environ 20 pour cent du prix du riz importé entre septembre (220 MRO/kg) et novembre (environ 270 MRO/kg). Au delà de cette période, on devrait assister à une stabilité relative des prix, conforme aux tendances saisonnières.
- Les niveaux des prix du sucre, du blé, du lait, du thé et de l'huile, resteront similaires à ceux déjà élevés de 2010/11, soit environ 150 MRO/kg pour le blé et 275 MRO/kg pour le sucre à Nouakchott.
- Ces niveaux et hausses des prix n'auront cependant pas d'impact significatif sur la capacité d'importation des commerçants. L'approvisionnement et les flux des produits resteront moyens et répondront à la demande interne.
- Les productions du sorgho et de mil du Mali et du Sénégal n'étant pas bonnes, les prix des céréales traditionnelles importées seront supérieurs aux bas prix de l'année passée d'environ 25 pour cent sur toute l'année de consommation.
- Les ménages pauvres de la zone de cultures pluviales et de la zone agropastorale ne garderont pas de semences pour la prochaine année agricole. Cela ne constitue pas une nouvelle stratégie négative de leurs moyens d'existence puisque c'est le cas, environ huit années sur dix.
- Le prix du carburant sur le marché international et en Mauritanie sera relativement stable pendant la période du scénario. Son évolution n'aura pas ainsi d'impact anormal sur les prix des denrées alimentaires.
- L'importance des stocks de report des commerçants et de certains ménages riches et moyens en raison de la production céréalière record de 2010/11 de la région.
- La demande des petits ruminants, malgré quelques exceptions localisées (zone agropastorale et vallée du fleuve), sera en hausse, avec un pic en octobre avant la fête de Tabaski. Elle restera élevée jusqu'aux fêtes de fin d'année. La vente des petits ruminants, à cette période, étant, pour les ménages moyens et riches une importante source de revenus, on devrait assister à une intensification saisonnière du travail pastoral (octobre-décembre) dans les marchés de bétail.
- L'Opération Solidarité, y compris les boutiques de solidarité et la vente à prix social d'aliment bétail se poursuivra jusqu'à mars.

- Les élections prévues en 2012 n’auront d’impact significatif ni sur les marchés ni sur la sécurité alimentaire.

En général, les populations les plus dépendantes de la production et de la demande de main d’œuvre agricole, des pâturages locaux, des produits de cueillette, et qui achètent une grande partie de leur nourriture, seront, jusqu’en mars 2012, les plus à risque d’insécurité alimentaire. Il s’agit, en grande partie, des ménages pauvres de la zone de cultures pluviales et de la zone agropastorale. D’ici là, les stocks céréaliers (récoltes pluviales et de bas fonds) et les diverses sources de revenus leur permettront d’assurer leurs besoins minimums de nourriture. Ils seront néanmoins confrontés à des déficits de protection de leurs moyens d’existence à partir de janvier (Figures 3-4).

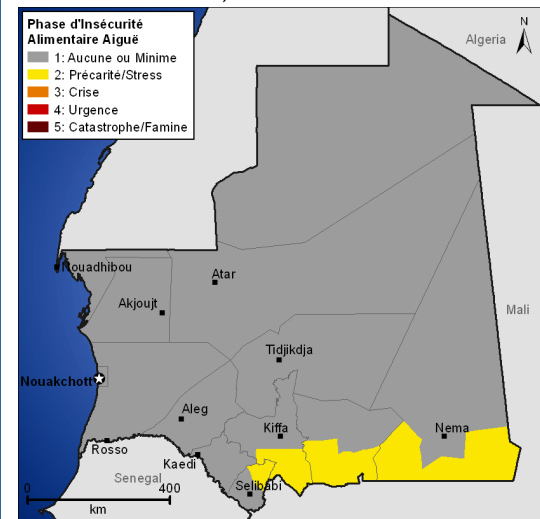
La zone de culture pluviale

La grande majorité de la population (80 pour cent de la population) dépend exclusivement des cultures pluviales (*diéri*) qui sont récoltées en septembre et en octobre. Les ménages pauvres constituent 60 pour cent de la population. De leur production agricole, ils tirent typiquement 35 pour cent de leur consommation céréalière annuelle entre octobre et janvier et environ 18 pour cent de leurs revenus par la vente entre octobre-décembre de produits agricoles (surtout des légumineuses). Le travail agricole (entre juin et décembre localement puis entre janvier et juin au Mali) leur fournit environ 20 pour cent de leurs revenus annuels. Le reste de leur consommation annuelle (environ 15 pour cent) provient des produits de cueillette (fonio, fruits de jujubier et de balanites en septembre-octobre) et le fruit de baobab en décembre/janvier) et des dons faits par la solidarité sociale ou relevant des obligations religieuses (Zakat). L’achat de la nourriture dans les marchés est, dans une année typique, aussi important que les stocks familiaux issus de la production propre et destinés à la consommation humaine. Les autres sources de revenus proviennent de l’exode (20 pour cent des revenus annuels, typiquement entre janvier et juin), de la vente des produits de cueillette et du bois (15 pour cent des revenus annuels), et de celle d’un à deux petits ruminants en mai/juillet (5 pour cent des revenus annuels). Ces ménages sont fortement dépendants du marché et donc vulnérables aux hausses des prix du sorgho et blé en particulier, surtout le sorgho d’origine du Mali qui constitue la majeure partie de l’offre sur le marché dans la zone, particulièrement entre mars et août. Ils sont également, hautement vulnérables aux baisses de la demande de la main d’œuvre agricole locale, des revenus tirés de la vente des cultures, et des apports des produits de cueillette. Environ 20 pour cent de la population totale de la zone profite directement ou indirectement des cultures des bas fonds pluviales récoltées en décembre (surtout au Mali). Ces ménages sont, dans une année typique, relativement, à moindre risque d’insécurité alimentaire que les autres.

Du fait du retard de l’installation de la saison des pluies et de celui de la généralisation des semis, les récoltes les plus précoces de la saison, n’ont eu lieu qu’en octobre au lieu de septembre, comme d’habitude. Il en a résulté une prolongation, d’un mois, de la dépendance du marché où les prix des denrées alimentaires importées connaissent des hausses de 10 à 40 pour cent. De plus, les pluies étant irrégulières et significativement déficitaires, on a assisté à un mauvais développement des cultures, des produits de cueillette, et des pâturages.

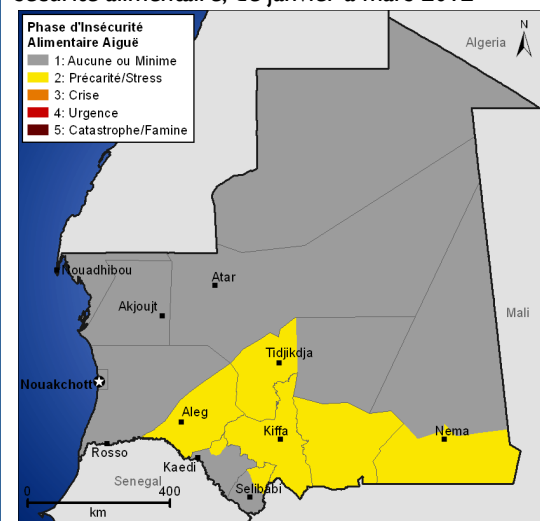
Les prix des animaux sont élevés à cause de la forte demande de la prochaine fête de Tabaski (novembre), mais ce n’est pas un marché qui profite typiquement aux pauvres dont la taille des troupeaux, qui était environ de sept têtes en 2005, est supposée, en début octobre 2011, n’être que de quatre. Cette baisse s’explique par les effets cumulés des ventes

Figure 3. Résultats les plus probables de sécurité alimentaire, d’octobre à décembre 2011



Source : FEWS NET

Figure 4. Résultats les plus probables de sécurité alimentaire, de janvier à mars 2012



Source : FEWS NET

excessives de 2007 en raison d'une production agricole mauvaise, de la crise des prix des aliments de 2008 et au mauvais taux de reproduction animale de 2010 et 2011 du fait des épizooties et de leurs effets induits. En réponse aux chocs sur la production du *diéri*, l'exode a démarré en octobre alors qu'en année typique il commençait en avril. Cette précocité de l'exode démontre que les ménages pauvres sont déjà dans une situation de Précarité/Stress (IPC Phase 2).

En plus des suppositions sur la baisse de la production agricole et autre précisés ci-dessus, on s'attend à :

- Une hausse du prix des camelins pendant toute l'année due à la substitution de viande de bœuf par celle du dromadaire, parce que les éleveurs de bovins sont déjà en transhumance.
- La demande de la main d'œuvre, pour la récolte et le battage des cultures de décrue au Mali (vers Yélimané), sera moyenne en janvier/février.
- Dans certaines zones rurales, la solidarité communautaire se renforcera autour du partage des repas à partir de février. Les ménages les plus démunis pourront, au moins, bénéficier d'un repas par jour, réduisant ainsi leur déficit alimentaire.

Les ménages moyens et riches compenseront la baisse de leur production pluviale par des achats, grâce à la vente de plus des animaux que d'habitude. Cette stratégie est d'abord axée sur la vente des ovins et bovins mâles qui sont les plus vulnérables aux déficits des pâturages et les plus chers à entretenir. Elle peut néanmoins, s'étendre aux femelles, lorsque les marchés de bétail sont saturés, car ces dernières se vendent plus facilement et rapportent beaucoup plus que les mâles. Alors qu'en année typique, ils ne recourent pratiquement pas à l'aliment bétail, parce que les pâturages offrent suffisamment de fourrage aux animaux, cette année, ils enverront le plus grand nombre de bêtes en transhumance, à partir de janvier et en achèteront, pour entretenir celles qu'ils garderont sur place, pendant les six mois restants de l'année. Face à l'augmentation de leurs charges, ils réduiront légèrement les dons.

La baisse d'environ 50 pour cent de la production agricole se traduira, pour les ménages pauvres, par un égal besoin d'augmentation des aliments à acheter (d'environ 35 pour cent des sources d'alimentation annuelles à environ 55-60 pour cent), alors que les prix de ces derniers seront, surtout à partir de décembre, de 25 pour cent environ, supérieurs à ceux de l'année passée. Les dépenses ménagères devraient alors augmenter par au moins 113 pour cent pour leur permettre de couvrir le déficit.

Pour ce faire, ils accroîtront l'offre de la main d'œuvre locale par rapport à la moyenne, mais à un prix réduit. On s'attend également à ce qu'ils intensifient l'exode et que les revenus annuels qui en seront tirés, croissent significativement vue l'allongement de la période de l'exode (en octobre au lieu de décembre/janvier typiquement) et l'augmentation du nombre des personnes, y compris les femmes et les enfants. En plus de ces deux stratégies ils vendront du bétail. En année moyenne, ils vendent deux à trois petits ruminants entre avril-juillet. Cette année, sur un effectif initial moins important (quatre au lieu de sept) on s'attend à ce qu'ils vendent la même quantité à partir de mars, à des prix relativement moyens.

La précocité de la vente des petits ruminants et de celle de l'exode, y compris celui des familles entières à partir d'octobre sont les indicateurs d'un déficit de protection des moyens d'existence entre octobre et mars. Il est cependant peu probable que les apports cumulés des ventes, de l'exode (revenus et nourriture), de la solidarité communautaire, ainsi que les actions attendues de l'état et de ses partenaires, soient suffisants pour combler les déficits de nourriture qui se présenteront après mars.

La zone agropastorale

Les ménages pauvres constituent 60 pour cent de la population de cette zone. Quoique 35 pour cent de leurs besoins alimentaires annuels soient achetés, surtout entre janvier/février-août, la production agricole et l'emprunt sur hypothèque de la prochaine production ou de la future demande en main d'œuvre agricole assurent respectivement 30 et 20 pour cent de leur alimentation annuelle en année normale. Environ 20 pour cent de leurs revenus annuels sont aussi assurés par la vente de leur production agricole. Quarante pour cent des revenus annuels proviennent de l'exode. Le reste des revenus et sources d'alimentation est relativement minime (moins de 10 pour cent chacun, sur l'année) et se répartit entre la consommation de la viande et du lait, la vente des animaux, les dons, le petit commerce, et la cueillette.

La Fièvre de la vallée du Rift (FVR) au nord et une épizootie non identifiée dans les zones agropastorale et de pastoralisme transhumant en 2010/11 ont entraîné, en plus d'une mortalité légèrement élevée, une baisse de la reproduction (surtout

chez les ovins et caprins) et de la disponibilité laitière (5 pour cent des aliments annuels surtout entre août-octobre). La mauvaise répartition temporelle des pluies en 2011 a aussi affecté le développement des pâturages et des cultures, entraînant ainsi le retard de la récolte des prémices, du recours à la cueillette, et la réduction considérable des récoltes de septembre, prolongeant ainsi la soudure jusqu'à octobre au lieu d'août/septembre. La pression des transhumants venant de la zone de nomadisme pastoral et celle des oasis et pastoralisme avec culture des oueds est déjà importante, alors qu'en année normale leur arrivée ne s'exerce qu'après mars.

L'importance de l'offre locale et des transhumants explique une diminution des prix des petits ruminants inhabituelle à la veille de la fête de Tabaski en début novembre. Des problèmes de transport entre le Sénégal et la Mauritanie sont aussi signalés et peuvent aussi être à l'origine d'une baisse de la demande. Le prix du mouton moyen est tombé à 13.000-15.000 MRO contre 19.000 MRO en septembre 2011 et 16.000 MRO en septembre 2010.

Les ménages pauvres de la zone (environ 60 pour cent de la population) sont actuellement dans une situation de Précarité/Stress alimentaire (IPC Phase 2), sauf dans la partie orientale. Dans cette dernière, (environ 20 pour cent de la zone), les éleveurs possèdent les camélins au lieu des bovins et font une transhumance vers l'est au Mali au lieu d'aller vers le sud. Ils sont à moindre risque d'insécurité alimentaire.

Dans ce scénario d'octobre à mars, relatif à ce groupe, nous supposons que les événements suivants sont les plus probables :

- La production agricole pluviale, de sorgho, pastèques et niébé, récoltée en octobre, sera environ 50 pour cent de celle d'une année moyenne.
- Les superficies des cultures de décrue (bas fonds et barrages) à récolter en décembre seront nettement inférieures à la moyenne. Bien que les perspectives des rendements soient bonnes, on s'attend à une importante baisse de leur production vu la baisse des superficies. Habituellement, les récoltes de cette typologie arrivent à couvrir deux à trois mois des besoins alimentaires des exploitants qui sont essentiellement des ménages moyens et riches ayant accès à ce genre de terre. Les ménages pauvres en tirent surtout des revenus par la force de leur travail.
- Les riches continueront à faire appel à la main d'œuvre des ménages pauvres, mais les moyens vont plutôt exécuter la plupart de leurs travaux eux-mêmes. Ainsi, la baisse de la demande de la main d'œuvre pour les récoltes fera que les revenus saisonniers de la main d'œuvre agricole ne seront alors, au plus, que 50 pour cent de ceux d'une année moyenne.
- Les pâturages et les ressources en eaux, qui sont suffisants typiquement pour les besoins d'animaux semi-sédentaires jusqu'à en avril/mai, ne le seront que jusqu'à décembre. Le bétail sédentaire sera nourri à l'aliment bétail acheté avec les revenus de la vente d'animaux à partir de décembre dont le prix sera plus important que l'année passée.
- La tendance de l'octroi du crédit alimentaire est fortement corrélée à la progression de la saison agropastorale. Alors on suppose une baisse de 50 pour cent environ du crédit alimentaire contracté par les ménages pauvres.

Dans un tel contexte, les ménages pauvres auront besoin de compenser les pertes de leur production agricole et autres par une augmentation de des achats d'aliments. De 35 pour cent des sources d'alimentation annuelles ils passeront alors à 55 pour cent. Conjugée aux hausses des prix des céréales d'environ 25 pour cent par rapport à la moyenne, la réalisation de cette augmentation des achats demandera que les dépenses pour l'alimentation soient également en hausse d'environ 100 pour cent pour arriver à assurer leurs besoins de survie, entre octobre 2011 et septembre 2012.

Tout comme dans la zone pluviale, les ménages pauvres répondront au choc en intensifiant l'exode. Outre l'augmentation de la durée (huit à neuf mois au lieu de six en année moyenne) le nombre des personnes en exode cherchant le travail passera, au moins, du simple au double. Il devrait en résulter un accroissement des revenus de l'exode de 100 à 200 pour cent et en conséquence de celui de 60 pour cent de l'ensemble des revenus annuels du ménage pauvre. Il est peu probable que les revenus tirés des autres sources augmentent significativement. En particulier, l'augmentation des ventes des petits ruminants ne se traduira par celle des revenus car, en l'absence de pâturages, il y aura une probable amplification de la vente de bétail des ménages moyens et nantis, entre janvier et mars, afin de pouvoir acheter de l'aliment bétail. Les ménages pauvres arriveront vraisemblablement à combler leurs besoins de survie et de protection des moyens d'existence entre octobre et décembre, sans avoir besoin de recourir, à des stratégies qui compromettent leurs moyens d'existence. A partir de janvier/février, la disparition saisonnière des opportunités de générer des revenus outre que l'exode ou la vente des petits ruminants fera que les ménages pauvres commenceront à faire face à des déficits des besoins essentiels non alimentaires et seront donc en Précarité/Stress.

Perspective après mars 2012

L'évolution de l'insécurité alimentaire entre mars et la fin de l'année de consommation en septembre 2012 sera fortement tributaire des suppositions suivantes:

- Les prix des céréales seront supérieurs à ceux de l'année passée d'environ 25 pour cent en moyenne avec un pic en juillet/août.
- Les prix de l'aliment bétail seront en hausse à partir de septembre 2011 et arriveront à un pic en juillet/août 2012 vraisemblablement supérieur aux 7.000 MRO de la même période l'année passé.
- L'installation de la saison des pluies et le démarrage des activités agricoles en 2012 seront normaux (juin à juillet).
- Malgré des prix élevés, les pauvres auront accès aux semences en temps opportun, ne serait-ce qu'en recourant au crédit, et/ou avec une assistance externe (distributions gratuites de semences).
- Le programme Opération Solidarité et/ou les boutiques Ramadan continueront jusqu'à août 2012.
- Les ménages moyens et riches de la zone pluviale diminueront légèrement l'offre du crédit aux ménages pauvres entre mars – juin (10 pour cent des sources d'alimentation des ménages pauvres).
- Des distributions gratuites ciblées seront réalisées par le Gouvernement et le PAM (mars à juillet). On s'attend à ce qu'elles soient supérieures à celles de 2010 et 2011, mais insuffisantes et tardives pour combler tous les besoins alimentaires, jusqu'en septembre 2012.

De mars/avril à juillet, les sources de revenus seront les moins diverses de l'année, et les prix des aliments en hausse et proches de leurs pics. Les déficits de moyens d'existence, vécus depuis janvier, deviendront alors des déficits de survie. La prévalence de la malnutrition aiguë globale sera vraisemblablement supérieure aux niveaux de fond de la zone agropastorale et de celle des cultures pluviales. Ainsi, le pic des besoins d'assistance d'urgence s'y situera entre avril et août en 2012. Dans la zone de transhumance pastorale il arrivera entre mars et juin/juillet. L'analyse actuelle ne prévoit pas un niveau d'insécurité alimentaire aiguë supérieure à la Phase 3 (Crise). Le nombre des personnes en insécurité alimentaire en janvier 2012 sera vraisemblablement le triple de celui l'année passée, qui était environ de 250,000 personnes (janvier 2011), supérieur à la moyenne quinquennale (586,000 personnes), et probablement plus proche des niveaux de 2005/06, 2006/07 et de la moyenne de 2005/06-2009/10 (environ 700,000).

Tableau I. Événements possibles dans les six prochains mois qui pourraient changer le scénario le plus probable

Zone	Événement	Impacts sur les conditions de la sécurité alimentaire
Nationale	Arrêt ou limitation des flux transfrontaliers céréaliers et pastoraux avec le Mali et le Sénégal	Mauvais approvisionnement des marchés de Nouakchott ; importantes pertes animales ; réduction des apports de l'exode, pour les pauvres du sud-est du pays qui vont travailler dans le delta du Niger malien.
	Une forte relance des activités industrielles qui offre des emplois	Plus d'opportunité d'emploi et d'amélioration des revenus, notamment en zone périurbaine qui accueille la population en exode.
	Une assistance alimentaire d'urgence ciblée à, au moins, 700,000 personnes pauvres à risque d'insécurité alimentaire aiguë avec un accent particulier sur la zone des cultures pluviales et la zone agropastorale	Diminution de la sévérité de l'insécurité alimentaire anticipée de Phase 3 maximum à Phase 2.
La zone agropastorale	Une attaque acridienne de grande ampleur	Détruirait les récoltes de décrue (bas fonds et barrages) et augmenterait les déficits alimentaires attendus dans le scénario
	Une épizootie	Accentuerait les pertes d'animaux attendues dans le scénario
	Pluies de contre saison froide à partir de décembre	Permettraient la levée de nouveaux pâturages dans le nord de la zone et assureraient un meilleur développement des cultures des bas fonds
	Une hausse du prix des animaux	Les termes d'échange plus favorables que ceux d'octobre et une insécurité alimentaire moindre que celle attendue dans la perspective.
La zone de cultures pluviales	Climat d'insécurité et mesures restrictives	Entrave de la libre circulation des biens et des personnes entre le pays, le Mali et le Sénégal